

## **Déclaration des Femmes Africaines sur la paix et la sécurité au Burundi**

**Nous**, femmes de la société civile des différents pays des Grands Lacs et de la Corne d'Afrique, réunies à Kampala, Uganda, les 10 et 11 mai 2015, pour la revue l'Etude globale sur la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies :

**Constatant** la grave violation des Accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi,

**Constatant** la dégradation des libertés fondamentales et d'expression caractérisée par la fermeture de certains médias privés, les violations des droits humains en l'occurrence de la fermeture des écoles ainsi que la précarité de la sécurité humaine et de la stabilité nationale,

**Constatant** les pertes en vies humaines particulièrement les femmes et les jeunes

**Constatant** l'exode de la population burundaise vers les pays voisins avec tout le cortège de problèmes que cela comporte pour les réfugiés dans les pays d'accueil ;

**Rappelant** que le Burundi est signataire des Accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation sous la facilitation des Etats membres de la CEAC et de la Communauté Internationale ;

**Rappelant** que le Burundi est également signataire du pacte de paix, de sécurité et de stabilité dans de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs,

**Appelons** aux Chefs d'Etats et de Gouvernements des Etats de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de la Commission de l'Union Africaine, de la Communauté Régionale et Internationale,

- de **condamner fermement le non respect des Accords signés** par le Gouvernement du Burundi;
- **d'exiger l'établissement de l'ordre public et de la sécurité humaine** y compris l'arrêt des violences perpétrées à l'égard des femmes et des enfants ;
- **d'encourager l'organisation des élections** présidentielles conformément à la constitution burundaise ;

**Réaffirmons** notre attachement aux dispositions contenues dans la loi fondamentale, les instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux garantissant les droits humains,

**Au nom de la Solidarité** avec nos consœurs du Burundi nous interpellons les Chefs d'Etat et des Gouvernements de la Communauté de l'Afrique de l'Est réunis au Sommet extraordinaire sur la crise burundaise ce 13 mai 2015 à Dar-El -Salam en Tanzanie, de mener une action rapide en vue de rétablir la paix au Burundi.

Fait à Kampala, le 11 mai 2015